

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/03/2025

Résigné le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

AUCHAN station service

ZA
Avenue de Gutenberg
78310 Maurepas

Code AIOT : 0006503366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement AUCHAN station service implanté Centre Commercial PARIWEST, Avenue Gutenberg, 78276 Maurepas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée car des non-conformités majeures, pouvant être à l'origine d'accidents de personnes, ont récemment été identifiées sur d'autres installations du même type. Elle a été réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN station service
- Centre Commercial PARIWEST Avenue Gutenberg 78276 Maurepas
- Code AIOT : 0006503366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société AUCHAN station-service à MAUREPAS consistent notamment en une

station-service classée sous la rubrique 1414-3 en raison de son poste de distribution de GPL et exploité sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.4 (annexe I)	Sans objet
2	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.1.2 (annexe I)	Sans objet
3	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.1 (annexe I)	Sans objet
4	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.6 (annexe I)	Sans objet
5	Dispositifs de sécurité sur l'installation	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.3 (annexe I)	Sans objet
6	Dispositifs de sécurité sur l'installation	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6 (annexe I)	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.5 (annexe I)	Sans objet
8	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (annexe I)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite d'inspection, l'ensemble des échanges entre l'exploitant et l'équipe d'inspection, ainsi que les éléments qui ont pu être présentés, témoignent de la part de l'exploitant d'une certaine rigueur et d'une bonne maîtrise des risques inhérents aux installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.4 (annexe I)
Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents [...], les rapports des visites ; - les documents prévus aux différents articles du présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le classeur regroupant les documents constitutifs du dossier des installations classées. Ce dossier comprend : <ul style="list-style-type: none">• Le dossier de déclaration ;• La preuve du dépôt de déclaration ;• Des plans des installations classées (station-service) ;• Les prescriptions générales relatives à la rubrique 1435 ;• Les résultats des dernières mesures sur les rejets aqueux ;• Les rapports de vérifications périodiques, dont les rapports relatifs au contrôle quinquennal ICPE ; L'équipe d'inspection constate qu'il manque les prescriptions générales relatives aux rubriques 1414 et 4734. Par courriel du 11 mars 2025, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées plusieurs photos montrant que les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques 1414 et 4734 ont été imprimés et ajoutés au classeur contenant le dossier "installation classée".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.1.2 (annexe I)
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : <p>Les installations déclarées après le 1er octobre 1998 au titre de la rubrique n°1414-3 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration pour la rubrique 1414 (rapport n°13153579/S2.2.1.R). Ce rapport a été réalisé par la société Bureau Veritas à la suite de l'intervention du 15 février 2022.</p> <p>Ce contrôle a permis de constater 4 "autres non-conformités" (c'est-à-dire des non-conformités qui ne sont pas considérées comme majeures).</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant si des actions correctives ont été mises en œuvre afin d'y remédier. Bien que certaines actions aient été réalisées, celles-ci n'ont pas été formalisées et leur date de mise en œuvre n'est pas renseignée dans le dossier des installations classées.</p> <p>Par courriel du 11 mars 2025, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un tableau excel listant les non-conformités issues des derniers contrôles ICPE pour chacune des rubriques. Ce tableau formalise la réalisation des actions correctives déjà mises en place et prévoit une date de réalisation pour celles qui n'ont pas encore été réalisées. Les preuves de réalisation de ces actions sont également jointes en annexe du document transmis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.1 (annexe I)
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.
Constats : L'équipe d'inspection constate que le site est doté d'un poste de contrôle sécurité, à partir duquel le personnel opère la surveillance des installations. L'équipe en charge de la surveillance est composée de plusieurs agents de sécurité et dispose à sa tête d'un responsable sécurité. L'exploitant déclare que la surveillance est réalisée par l'équipe sécurité pendant les heures d'ouverture de l'hypermarché où le poste de contrôle est situé, de 07h00 à 22h00. Un agent est également présent au poste de contrôle sécurité en dehors des heures d'ouvertures de l'hypermarché. De plus, une astreinte sécurité est en place permettant de prévenir un membre de l'équipe sécurité non posté en cas de déclenchement d'alarme ou d'appel d'urgence depuis la station-service. L'exploitant précise par ailleurs que le personnel de l'équipe sécurité est formé aux dangers des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.6 (annexe I)
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues et maintenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un rapport de vérification périodique des installations électriques (rapport n° 10909083/1.3.1.R). Ce rapport a été réalisé par la société BUREAU VERITAS, à la suite de l'intervention du 07 février 2024. 2 non-conformités ont été identifiées lors de cette vérification. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection 2 bons d'interventions (n° A06149256 et n° A06149262) formalisant la réalisation des actions correctives permettant de lever ces 2 non-conformités. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son logiciel de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur), dans lequel les futures interventions pour la réalisation des vérifications périodiques sont enregistrées. La prochaine vérification périodique des installations électriques est paramétrée pour le 11 mars 2025, mais l'exploitant n'a pas encore reçu de confirmation d'intervention de la part de son prestataire. L'exploitant transmet, le 31 mars 2025 via la plateforme GUNenv, le rapport de vérification des

installations électriques réalisé par BUREAU VERITAS à la suite de l'intervention du 11 mars 2025 (rapport n° 10908083/1.4.2.P). Ce rapport fait état de 2 nouvelles non-conformités. L'exploitant devra veiller à lever ces 2 non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Dispositifs de sécurité sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.3 (annexe I)

Thème(s) : Risques accidentels, Flexible d'alimentation

Prescription contrôlée :

[...]

« Dans tous les cas, les flexibles sont conçus et contrôlés conformément aux normes en vigueur. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement, inspectés visuellement toutes les semaines et sont remplacés après toute dégradation et à minima dans les fréquences définies par les normes en vigueur.

« Les flexibles sont équipés de dispositifs appropriés empêchant que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété ou prolongé avec le sol, [...].

« Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un rapport de vérification du flexible de distribution de GPL (pas de numéro de rapport). Ce rapport a été réalisé par la société TSG à la suite de leur intervention le 25 octobre 2023. Aucune non-conformité n'a été relevé lors de cette vérification.

L'exploitant déclare avoir procédé au remplacement du flexible de distribution de GPL au cours de l'année 2019, mais n'est pas en mesure de présenter de rapport d'intervention correspondant à ce remplacement. Il déclare également procéder au remplacement des flexibles tous les 6 ans, et que le prochain remplacement est programmé pour le 17 avril 2025.

L'équipe en charge de la surveillance des installations réalise une inspection visuelle des flexibles tous les jours, et formalise ses observations dans un document intitulé "fichier suivi essence". Les observations nécessitant une intervention technique sont accompagnées du numéro de la demande d'intervention faite auprès du service technique.

L'équipe d'inspection constate que le flexible de distribution de GPL est protégé du risque d'usure puisque celui-ci n'est pas en contact avec le sol.

Par courriel du 17 mars 2025, l'exploitant communique à l'Inspection des installations classées le rapport d'intervention n°DAV8021687, décrivant les opérations réalisées par la société TSG sur le dispositif de distribution GPL le 17 mars 2025. Ce rapport mentionne que le flexible de distribution de GPL a été remplacé. L'exploitant transmet également une photo du flexible permettant de visualiser le code d'identification de celui-ci, à savoir 308199 – 2Q-24.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Dispositifs de sécurité sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6 (annexe I)
Thème(s) : Risques accidentels, Prestations complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service
Prescription contrôlée : L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité. L'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution.
Constats : L'équipe d'inspection constate qu'un arrêt d'urgence est présent à proximité de la station de distribution de GPL. L'exploitant déclare que l'actionnement de cet arrêt d'urgence provoque la coupure de la distribution de GPL, déclenche une alarme sonore et visuelle au niveau de la station de distribution et alerte le personnel présent au poste de contrôle sécurité. Bien que l'arrêt d'urgence n'ait pas été testé, l'équipe d'inspection note la présence d'un gyrophare et d'un diffuseur sonore sur la cabine présente à l'entrée de la station-service. Un dispositif de communication pour les appels d'urgence est également présent sur cette cabine. L'équipe d'inspection procède au test de ce dispositif en passant un appel. Après quelques sonneries, la communication est établie avec un agent du poste de contrôle sécurité. L'équipe d'inspection identifie un dispositif d'arrêt d'urgence supplémentaire présent sur la cabine de la station-service. L'exploitant déclare que cet arrêt d'urgence permet la mise en sécurité de l'ensemble des appareils de distribution de la station-service. Cet arrêt d'urgence permet à l'agent de commander le fonctionnement de l'appareil de distribution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.5 (annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme en vigueur, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif, le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; b) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne.

Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un rapport de prélèvements d'eau pluviale réalisé par la société BUREAU VERITAS (rapport n°10563931_55_3_1_REV0), dont les prélèvements ont été réalisés le 07 octobre 2024. Des mesures ont été réalisées sur les paramètres suivants : Température, pH, DCO, MES, Phosphore total, azote Global, DBO5 et Hydrocarbures totaux. Les résultats de ces analyses sont conformes pour l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (annexe I)
Thème(s) : Produits chimiques, Aire de dépotage et de distribution
Prescription contrôlée : [...] <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...].</p> [...] <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.</p> [...] <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> [...] <p>Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'Inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un rapport rédigé par la société CGA, relatif à l'intervention du 06 janvier 2025 pour le pompage et le curage du séparateur d'hydrocarbures (rapport n° 36061). L'exploitant présente également les rapports d'entretien du séparateur d'hydrocarbures des années précédentes, justifiant ainsi la fréquence de nettoyage annuelle. L'équipe d'inspection contrôle visuellement l'étanchéité des aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables permettant la récupération par le séparateur d'hydrocarbures des produits susceptibles de s'y répandre. Ce contrôle ne permet pas à l'équipe d'inspection de mettre en évidence de défaut apparent.
Type de suites proposées : Sans suite